



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
5 juillet 2001  
Français  
Original: anglais

---

### Comité du programme et de la coordination

#### Quarante et unième session

11 juin-6 juillet 2001

Point 9 de l'ordre du jour

#### Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa quarante et unième session

### Projet de rapport

*Rapporteur* : M. Ayman M. Elgammal (Égypte)

#### Additif

### Questions relatives au programme : projet de budget- programme pour l'exercice biennal 2002-2003

[Point 4 a)]

### Chapitre 29. Activités administratives financées en commun

1. À sa 21e séance, le 25 juin 2001, le Comité a examiné le chapitre 29 (Activités administratives financées en commun) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 [A/56/6 (Sect.29)].
2. Le représentant du Secrétaire général a présenté le chapitre du budget et répondu aux questions qui ont été posées au cours de l'examen de ce chapitre par le Comité.

#### Examen de la question

3. Le Comité a noté que les activités proposées au titre de ce chapitre n'avaient pas été programmées dans le plan à moyen terme pour la période 2002-2005. Il a noté en outre que la méthode de budgétisation axée sur les résultats n'avait donc pas été utilisée pour élaborer ce chapitre, notamment pour établir les textes explicatifs relatifs à la Commission de la fonction publique internationale et au Corps commun d'inspection. Un intervenant a estimé que, bien que les activités financées en commun n'aient pas été inscrites dans le plan à moyen terme, il aurait fallu s'efforcer de formuler des réalisations escomptées et des indicateurs de succès pouvant être utilisés pour suivre et évaluer les activités de la Commission de la fonction publique in-

ternationale et du Corps commun d'inspection. Selon d'autres intervenants, en l'absence d'une classification conceptuelle des activités de la Commission et du Corps commun, une description mécanique des indicateurs serait de peu d'utilité.

4. De l'avis d'un intervenant, le Corps commun d'inspection devrait, conformément à son statut, continuer de s'efforcer d'utiliser d'autres méthodes de travail et d'autres outils qui lui permettraient d'apporter des réponses plus rapides aux questions et problèmes qui relèvent de sa compétence.

5. Les efforts déployés pour rationaliser le mécanisme subsidiaire du Comité administratif de coordination ont été notés. Il a été souligné, dans ce contexte, que le texte explicatif ne donnait pas suffisamment d'informations pour permettre au Comité de déterminer clairement les différences et les complémentarités éventuelles entre les deux comités de haut niveau nouvellement créés, à savoir le Comité de haut niveau chargé des questions de gestion et le Comité de haut niveau sur les programmes, ni d'évaluer les avantages de la restructuration du Comité administratif de coordination.

#### **Conclusions et recommandations**

**6. Le Comité a pris note du texte explicatif du chapitre 29 (Activités administratives financées en commun) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003.**

**7. Le Comité a recommandé que, dans toute la mesure possible, les activités prévues au chapitre 29 (Activités administratives financées en commun) soient présentées en termes d'objectifs, de réalisations escomptées et d'indicateurs de succès.**

---